DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

PARIS, le 19 Janvier 1971

Sous-Direction de l'Action
Médico-Sociale

DGS/ 74 /MS1

LE MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

à

Messieurs les PRÉFETS de RÉGION
Les CHEFS de SERVICES régionaux d'Action
Sanitaire et Sociale
Les MÉDECINS INSPECTEURS Régionaux
de la Santé

pour information

Messieurs les PRÉFETS
Les DIRECTEURS DÉPARTEMENTAUX d'Action
Sanitaire et Sociale
Les MÉDECINS INSPECTEURS Départementaux
de la Santé

pour exécution

OBJET : Lutte contre la toxicomanie

REFER : Circulaire complétée : DGS/1.394/MS du 15 décembre 1969.

Par circulaire précitée, des instructions vous avaient été données concernant les actions à entreprendre à l'égard des personnes faisant usage illicite des produits classés comme stupéfiants. Les mesures préconisées qui ont inspiré certaines dispositions de la loi n° 70-1320 du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses ont abouti à des résultats très encourageants ainsi qu'en témoignent les réponses à nos télégrammes du 9 juin 1970 et du 7 octobre 1970 adressés aux chefs de Services Régionaux de l'Action Sanitaire et Sociale.

Mais la lutte contre la toxicomanie n'atteindra sa pleine efficacité qu'à partir du moment où l'on possède une meilleure connaissance de la personnalité de ceux qui font un abus de drogues et des circonstances qui ont pu les conduire à cet abus. C'est pourquoi j'ai décidé de charger l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale d'une étude sur ce problème.

Cette étude implique la constitution à l'I.N.S.E.R.M d'un fichier central comportant des documents anonymes qu'il lui appartiendra d'exploiter.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, des questionnaires qui devront être remplis pour chaque personne ayant fait abus de drogues et suivie soit dans un établissement hospitalier, soit dans un dispensaire d'hygiène mentale ou dans une consultation hospitalière externe, soit simple-

ment à l'intérieur d'un établissement scolaire. Les médecins et assistants sociales des équipes ayant pris en charge ces personnes seront responsables de cette tâche. Les réponses aux questions posées pourront être élaborées à l'occasion de l'examen médical et de l'enquête familiale, professionnelle et sociale visés dans ma circulaire du 15 décembre 1969 et prévus à l'article 1° de la loi n° 70.1320 de la loi du 31 décembre 1970 (articles L.355-15 et L.355-18 complétant le Code de la Santé Publique).

Je vous précise qu'il y a lieu d'entendre par sujets ayant fait abus de drogues, non seulement ceux qui en font un usage habituel avec état de dépendance, mais aussi ceux qui en ont fait un usage occasionnel et limité.

Ces questionnaires devront être retournés dûment remplis, sous pli portant la mention "Secret médical", directement à l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, - Division de la Recherche Médico-Sociale, Information Sanitaire - 3, rue Léon Bounat PARIS (16^{ème}). Cet Institut adressera régulièrement aux Directeurs Départementaux d'Action Sanitaire et Sociale un état récapitulatif des signalements provenant de leurs départements.

J'attache beaucoup de prix à la réalisation de cette étude et vous demande de bien vouloir à cet effet, transmettre un exemplaire de la présente circulaire, à laquelle sera annexé un exemplaire du questionnaire, à tous les médecins des services publics participant à la lutte contre la toxicomanie dans votre département.

Vous voudrez bien assurer le bon déroulement de l'enquête, en veillant à ce que ces médecins disposent de questionnaires en quantité suffisante et collaborent dans les meilleures conditions à sa réalisation.

Au cas où le nombre de ces documents qui vous parviendront serait en nombre insuffisant, vous pourrez en obtenir d'autres, en m'en adressant la demande sous le présent timbre.

Pour le MINISTRE et par délégation

Le DIRECTEUR du CABINET

Yann GAILLARD